



Le président du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), Maurice Kamto, plaide pour une intervention de la communauté internationale dans la résolution du conflit meurtrier dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

A cet effet, l'opposant de Paul Biya, dans une déclaration dont 237 actu.com a obtenu copie, appelle la France à intercéder pour le Cameroun au Conseil de sécurité des Nations-Unies.

Voici la déclaration intégrale de Maurice Kamto

Dans un tweet du 23 juin 2020, l'Ambassadeur Rivière (@NDeRiviere), Représentant Permanent de la France auprès des Nations Unies à New-York, rapporte que : « Il y a 15 ans, [son pays] soumettait au Conseil de sécurité la res.1612 créant un groupe de travail pour éradiquer les violations contre les enfants dans les conflits. Depuis, 150 000 enfants ont été libérés, montrant, malgré les efforts encore nécessaires, la force du multilatéralisme. » Adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 26 juillet 2005, la résolution dont il s'agit vise à renforcer la protection des enfants en situation de conflit armé. Cette résolution a permis la création d'un mécanisme de surveillance, de communication et d'information concernant les violations des droits de l'enfant dans des zones de conflits armés.

La communauté internationale a encore sa place pour mettre un terme à l'inhumanité en cours

dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun où, à l'instar des atrocités de Ngarbuh, des enfants sont impunément assassinés ou comptent parmi les victimes innocentes des incendies d'établissements hospitaliers et scolaires. Comme en témoigne l'initiative ayant abouti à la résolution 1612, pour être enclenchée, l'action multilatérale commence par la volonté d'un Etat. Membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, la France peut encore prendre date au sein dudit Conseil en aidant le #Cameroun à mettre fin à la tragédie des Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.